

(A)

( N° 37. )

---

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1854-1855.

---

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N° 1.

---

M. MONCHEUR, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 5877.                                    | Par pétition datée de Thielt, le 26 juin 1851,<br>Le sieur Houtteman, ancien instituteur primaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement des prestations militaires qu'il a faites en 1814. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.  |
| 2.                           | 5872.                                    | Par pétition datée de Reckheim, le 25 juin 1851,<br>Le conseil communal de Reckheim demande que le chef-lieu du canton de Mechelen soit transféré à Reckheim. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.   |
| 3.                           | 5861.                                    | Par pétition datée de Gand, le 19 juin 1851,<br>Le sieur Beyens prie la Chambre d'augmenter sa pension de retraite. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 4.                           | 5856.                                    | Par pétition datée de Bouvignes, le 8 mai 1851,<br>Plusieurs habitants de Bouvignes prient la Chambre de modifier la loi sur l'expulsion des fermiers et locataires, en ce qui touche les locataires de maison ou partie de maison d'un loyer inférieur à 15 francs par mois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.   |
| 5.                           | 5855.                                    | Par pétition datée d'Hannut, le 2 juin 1851,<br>Le sieur Denis demande qu'il soit permis aux notaires, sans encourir d'amende, de présenter simultanément au receveur de l'enregistrement des actes passés en conséquence d'autres qui n'ont pas été préalablement enregistrés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |

6. 5844. Par pétition datée d'Anvers, le 13 juin 1851,  
Le sieur Nagels, milicien congédié du service après avoir été estropié, prie la Chambre de lui accorder une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
7. 5845. Par pétition datée de Bassilly, le 26 mai 1851,  
Le comice du 4<sup>e</sup> district agricole du Hainaut demande une protection efficace pour l'agriculture. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
8. 5848. Par pétition datée de Couillet, le 14 juin 1851,  
Le sieur Pierre Janssens, né de parents étrangers, incorporé dans l'armée comme milicien de la classe de 1851, réclame l'intervention de la Chambre pour être exempté de tout service militaire en Belgique et renvoyé dans ses foyers. — Concl. — Ordre du jour.
9. 5817. Par pétition datée de Mouscron, le 10 mai 1851,  
Le sieur Louis-Joseph Dillies, boutiquier à Mouscron, réclame l'intervention de la Chambre pour faire rayer son fils Louis de la liste formée pour le tirage au sort des miliciens de 1851. — Concl. — Ordre du jour.
10. 5989. Par pétition sans date,  
6015. Les membres de la société littéraire dite *de Parnassus-Berg*, à Bruxelles, demandent l'abolition de la contre-  
façon et la libre entrée des livres entre la Hollande et la Belgique.  
Même demande de plusieurs membres de la société littéraire flamande dite *voor Tael en Kunst*, à Anvers. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Affaires Étrangères,
- 
- M. MOXHON, 2<sup>e</sup> rapporteur.
11. 5878. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 30 juin 1851,  
Le sieur Vander Rivière, employé dans les ateliers des chemins de fer de l'État, blessé dans l'exercice de ses fonctions, ayant été mis en disponibilité, prie la Chambre de lui faire obtenir une indemnité. — Concl. — Ordre du jour.

12. 5882. Par pétition datée d'Ohain, le 6 mai 1851,  
Le sieur Sohest, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un emploi ou une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux Publics.
13. 5885. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 juin 1851,  
Le sieur Henri prie la Chambre de lui faire obtenir une récompense honorifique pour un acte de dévouement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
14. 5884. Par pétition datée de Sivry, le 2 juillet 1851,  
Quelques faiseurs de bas à Sivry demandent d'être exemptés de l'impôt patente qu'on leur réclame. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
15. 5891. Par pétition datée de Senefte, le 4 juillet 1851,  
Le sieur Bevière, éclusier au canal de Charleroy, prie la Chambre de lui accorder remise du droit d'enregistrement qui lui a été réclamé pour son acte de naturalisation. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
16. 5893. Par pétition datée de Bruxelles, le 30 juin 1851,  
Le sieur De Ridder demande la suppression des exercices de la garde civique. — Concl. — Ordre du jour.
17. 5895. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 juillet 1851,  
Le sieur Goossens, ancien préposé des douanes, prie la Chambre de lui faire obtenir un emploi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
18. 5908. Par pétition datée de Corbeek-Loo, le 7 juillet 1851,  
Le sieur Lebrenier, conducteur de travaux, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement applique aux voitures des chemins de fer, le *système de plaques de garde*, pour lequel il a été breveté le 2 août 1847. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
19. 5914. Par pétition datée d'Eeckeren, le 30 juin 1851,  
Le sieur Lejeune, capitaine pensionné, réclame l'intervention de la Chambre afin que l'arrêté qui l'admet à la pension soit rapporté et qu'il soit remis en activité pendant le temps nécessaire pour compléter le nombre d'années de service actif qui lui manquent dans son grade actuel, afin de jouir du bénéfice de l'art. 17 de la loi du 24 mai 1838. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

M. VAN DEN BRANDEN DE REETH, 3<sup>e</sup> rapporteur.

20. 6171. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 septembre 1851,  
Le sieur Constantin Stevens réclame l'intervention de la  
Chambre pour obtenir la restitution des biens provenant  
de la succession de sa parente Catherine Stevens, décédée  
à Bruxelles, le 14 avril 1801. — Concl. — Ordre du jour.
21. 6143. Par pétition datée de Paris, le 18 août 1851,  
Le sieur De Boë prie la Chambre d'étendre aux Belges  
reçus licenciés dans les universités étrangères, l'art. 66 de  
la loi sur l'enseignement supérieur. — Concl. — Renvoi à  
M. le Ministre de l'Intérieur.
22. 5970. Par pétition sans date,  
Plusieurs administrations communales dans le Brabant  
demandent que les frais des dépôts de mendicité soient  
mis à la charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le  
Ministre de la Justice.
23. 5814. Par pétition du 13 mai 1851,  
Les administrations communales de Vollezeele, Oetinghen,  
Herffelingen, Haute-Croix, Herinnes, Thollembeck  
et Gammerages demandent que les dépôts de mendicité  
soient mis à la charge de l'État et qu'il soit pourvu aux  
frais de ces établissements au moyen d'un impôt de consom-  
mation sur le tabac. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre  
de la Justice.
24. 5737. Par pétition datée de Bruxelles, le 30 juin 1851,  
Le sieur Lefebvre, vétérinaire diplômé, prie la Chambre  
de lui faire obtenir un subside pour l'aider à la publication  
d'un mémoire destiné à propager les moyens d'extirper la  
pleuropéritneumonie épizootique qui sévit parmi les bes-  
tiaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
25. 5806. Par pétition datée de Messelbrouck, le 12 mai 1851,  
Le sieur Gilis, garde bois à Messelbrouck, demande  
l'autorisation de porter des armes dans l'exercice de ses  
fonctions. — Concl. — Ordre du jour.
26. 5822. Par pétition sans date,  
5446. Plusieurs inventeurs, artistes et industriels proposent  
une loi qui assimile la propriété intellectuelle à la propriété  
ordinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Inté-  
rieur.

27.      6182.      Par pétition sans date,  
Le sieur Fafchamps demande une loi sur les brevets d'invention. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
28.      6204.      Par pétition datée de Gilly, novembre 1851,  
Plusieurs propriétaires, inventeurs, industriels et mécaniciens, à Gilly, demandent la révision de la loi sur les brevets d'invention. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
29.      5842.      Par pétition datée d'Herbeumont, le 16 juin 1851,  
Quelques propriétaires à Herbeumont demandent une enquête sur l'opposition de l'administration communale aux demandes de concession de terres incultes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
30.      5859.      Par pétition datée de Sugny, le 17 mai 1851,  
Plusieurs habitants de Sugny réclament l'intervention de la Chambre pour faire exécuter les décisions de la députation permanente du conseil provincial qui ordonnent un nouveau partage des biens communaux appelés parts d'église. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31.      5841.      Par pétition datée de Musson, le 28 mai 1851,  
Le sieur Lenert prie la Chambre de faire donner suite aux réclamations des habitants de Musson qui ont été transmises à M. le Ministre de l'Intérieur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
32.      5840.      Par pétition datée de Rumes, le 24 mai 1851,  
Le sieur Fourmaux, se plaignant de ce qu'un officier de santé étranger, domicilié en France, vient exercer dans le pays l'art de guérir, sans diplôme, ni autorisation ou patente, demande qu'on applique à cet étranger les dispositions des lois sur la matière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
33.      6168.      Par pétition datée de Vurste, le 27 août 1851,  
Le sieur Maeschalek, facteur de la poste aux lettres du canton de Gaver, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir son déplacement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

34. 6170. Par pétition datée de Peissant, le 28 octobre 1851,  
Le sieur Trouillez, ancien préposé des douanes, demande  
que ses années de service en qualité de postillon soient  
admises pour fixer le chiffre de sa pension. — Concl. —  
Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 
- M. VAN RENYNGHE, 4<sup>e</sup> rapporteur.
35. 6064. Par pétition datée de Bruges, le 31 juillet 1851,  
Le sieur Vanhoorenbeke-Devlieghere prie la Chambre  
d'autoriser le Gouvernement à recevoir les récépissés et  
les obligations de l'emprunt forcé en paiement de titres de  
rentes viagères délivrés par la caisse générale de retraite.  
— Concl. — Ordre du jour.
36. 5972. Par pétition datée de Malderen, le 6 juillet 1851,  
Plusieurs habitants de Malderen prient la Chambre  
d'annuler la nomination du secrétaire communal qui a eu  
lieu le 7 mars 1851, et la décision de la députation perma-  
nente qui l'a ratifiée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre  
de l'Intérieur.
37. 6043. Par pétition datée de Malderen, le 25 juillet 1851,  
Le bourgmestre de Malderen présente des observations  
contre la réclamation relative à la nomination du secrétaire  
de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre  
de l'Intérieur.
38. 5890. Par pétition sans date,  
Le sieur Collart soumet à la Chambre un projet de loi  
qui tend à obliger les notaires à verser leurs honoraires  
dans les caisses de l'État, et qui leur assure un traitement  
sur les fonds du trésor. — Concl. — Ordre du jour.
39. 5991. Par pétition sans date,  
Le sieur Hoolants, ancien milicien, congédié pour infir-  
mités contractées au service, prie la Chambre de lui faire  
obtenir une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre  
de la Guerre.
40. 5915. Par pétition sans date,  
5921. Plusieurs habitants de Bruxelles demandent l'abolition de  
5993. l'impôt de l'octroi.  
Même demande de plusieurs habitants de Liège. — Concl.  
— Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la pro-  
position de M. Coomans, relative aux octrois.

41. 6086. Par pétition datée d'Anvers, le 1<sup>er</sup> août 1851.  
Le sieur Digand propose un système destiné à remplacer les octrois communaux. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de M. Coomans, relative aux octrois.
42. 6047. Par pétition datée de Louvain, le 28 juillet 1851,  
6060. Quelques habitants de Louvain demandent que la garde  
6120. civique soit divisée en deux bans.  
Même demande de plusieurs habitants d'Ath. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
43. 6175. Par pétition datée de Gand, le 18 septembre 1851,  
Le sieur Vandereruyssen, professeur et compositeur de musique, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité qui lui permette de couvrir les frais de publication et d'instruction de sa méthode d'enseignement, qu'il aurait faits par ordre du Gouvernement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
44. 6176. Par pétition datée de Gand, le 30 août 1851,  
Plusieurs membres d'une société flamande, à Gand, demandent une loi qui rende l'enseignement primaire obligatoire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
45. 6178. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 novembre 1851,  
Plusieurs membres de sociétés flamandes, établies à Bruxelles, présentent des observations sur la part qui est faite à la langue flamande dans les mesures d'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1850 sur l'enseignement moyen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
46. 6198. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 septembre 1851.  
Le sieur Degroux, peintre d'histoire, à Bruxelles, demande à être relevé de la déchéance de la naturalisation, qu'il a encourue en laissant expirer le terme fixé par la loi pour faire sa déclaration. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
47. 6172. Par pétition datée de Furnes, le 8 octobre 1851,  
Le sieur Myngheere, boulanger à Furnes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir remise d'une amende à laquelle il a été condamné par le tribunal correctionnel de Furnes. — Concl. — Ordre du jour.

Par pétition datée d'Ittre, le 30 juillet 1851,

Le sieur Saigne, éclusier au canal de Charleroy, prie la Chambre de l'exempter du droit d'enregistrement auquel est assujettie la naturalisation qui lui a été conférée. — Concl. — Ordre du jour.

Par pétition datée de Liège, le 18 juillet 1851,

Les veuves Bellis et Léonard demandent que le Gouvernement leur maintienne l'intégralité de la pension qu'elles ont primitivement touchée à charge de la caisse des veuves et orphelins d'huissiers. — Concl. — Ordre du jour.

---